

**Syndicat de l'Agriculture
Réunion du Conseil national
21-24 avril 2009
Vancouver Art Gallery, Vancouver (C.-B.)**

PROCÈS-VERBAL

Participant(e)s

Exécutif national	Conseil national
Bob Kingston, président national Debbie Forsythe, 1 ^{ère} VPEN Denis Sicard, 2 ^e VPEN Howard Willems, 3 ^e VPEN Fabian Murphy, 4 ^e VPEN	Brenda Baergen, N. SK Sam Barlin, MB, NO ON & Nunavut Jean Cloutier, E. Qc Michele Coe, S. AB Rick Cormier, O. Atl Milton Dyck, S. SK José Evangelho, SO ON Teri Friday, CCG Marianne Hladun, RH Bob Jackson, O. C.-B & Yukon Meraiah Krebs, CFP & ÉFPC John Langs, NE ON Jane McDonald, E. Atl Darrell Lee McKenzie, E. C.-B Danielle Moffet, MDN Barry Payne, E. ON, Ottawa-Gatineau Raphaël Tarasco, O. Qc Mike Vanson, N. AB & T.N-O

Personnel

Larry Budge, agent d'administration
Sylvia Prowse, agente syndicale
Sylvie Rochon, agente syndicale
Elaine Massie, agente syndicale
Nancy Milosevic, agente syndicale
Christine Gauthier, adjointe
administrative et préposée aux
précomptes
Debbie Ramsay, secrétaire archiviste

Mercredi 22 avril 2009

1. Convocation

Le président national, Bob Kingston, déclare la séance ouverte à 9 h 05.

2. Observations liminaires

- B. Kingston fait mention de la soirée d'accueil de la veille.
- Il fait quelques commentaires sur la formation concernant les médias et espère que tout le monde l'a trouvée instructive et utile.
- Il se renseigne auprès de toutes les personnes présentes quant à leur hébergement et espère que tout leur convient.

3. Adoption de l'ordre du jour

B. Kingston fait savoir qu'à 14 h le vendredi 24 avril une période sera prévue pour permettre à la candidate Patty Ducharme de s'adresser au Conseil.

Ajouts à l'ordre du jour

17. Descriptions de travail génériques (S. Barlin)
18. Stratégie CSP de l'ACIA pour la région de l'Ouest (M. Coe)
19. Résolutions au Congrès (M. Hladun) *Nota : Si le temps le permet*

P/A/A M. Coe/B. Payne – à mains levées : adopté.

4. Heures des séances

Jour 1

Séance de formation (médias)

Jour 2

De 9 h à midi

13 h 30 à 17 h

Points de l'ordre du jour

Points de l'ordre du jour

Jour 3

De 9 h à midi

13 h 30 à 17 h

Réunions des comités permanents

Réunions des comités permanents

Jour 4

De 9 h à midi

13 h 30 à 16 h

16 h à 17 h

Rapports des comités permanents

Rapports des comités permanents

Derniers points de l'ordre du jour

P/A/A R. Cormier/R. Tarasco – à mains levées : adopté.

5. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil du 1^{er} au 5 novembre 2008

Rectification – Sous Rapport de l’AAC (page 10), remplacer « DL McKenzie fait le point sur les GL » par « S. Prowse fait le point sur les GL ».

Rectification – Sous le point sur l’ACIA (pages 11 et 12) – remplacer toutes les références à « CBS » par « CVS » dans la version anglaise.

P/A/A T. Friday/M. Vanson – à mains levées : adopté.

6. Affaires découlant du procès-verbal de la réunion précédente

P/A/A T. Friday/M. Vanson – Inclure une liste des suivis avec tous les procès-verbaux du Conseil.

Vote consigné #1 – Adopté à l’unanimité

B. Jackson aborde la question de la période à laquelle les procès-verbaux des réunions du Conseil sont envoyés aux sections locales. Il fait mention de ce qui est indiqué dans nos Statuts et propose que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour envoyer les procès-verbaux de l’Exécutif dans ces mêmes délais.

Il fait ensuite quelques observations sur les procès-verbaux des réunions nationales et avance deux exemples de difficultés qui découlent du fait que le procès-verbal de la réunion précédente n’a pas été distribué : (1) lorsqu’une lettre est envoyée pour soumettre des points à l’ordre du jour, il est difficile de faire des commentaires, et (2) aux réunions régionales et locales il est demandé aux VPR d’indiquer sur quoi les discussions ont porté au niveau national.

B. Kingston fait remarquer que nous n’avons toujours pas reçu le procès-verbal de la dernière réunion de CSP de l’ACIA, ni l’ordre du jour de la prochaine réunion. Il reconnaît qu’une note aurait dû être envoyée pour indiquer ce qui a été discuté à la réunion, et ajoute que tout sera fait pour que cette information soit transmise au Conseil avant de partir.

M. Coe indique que cette discussion va dans le sens du point qu’elle a ajouté à l’ordre du jour. Elle trouve très difficile de régler des problèmes au niveau régional si l’on n’a pas une mise à jour par écrit ni une idée de ce dont il a été question aux réunions nationales.

B. Kingston fait remarquer que si nous ne pouvons publier nos propres procès-verbaux, il sera alors demandé au personnel de prendre des notes aux réunions nationales. Ces notes aborderont tous les points discutés puis seront distribuées, sous forme de document confidentiel, au Conseil.

DL McKenzie fait remarquer que pour la prochaine réunion de l’ACIA les points de l’ordre du jour ont été envoyés. Elle cherche à savoir si suffisamment de renseignements ont été transmis pour que ces points figurent sur la liste des discussions avec l’employeur. Elle demande par ailleurs que le procès-verbal soit

affiché sur notre site Web du fait que certains membres n'ont pas accès aux sites de l'employeur.

B. Kingston accepte d'afficher les procès-verbaux des réunions de CCSP au niveau national de l'ACIA sur notre site, et ajoute que la question de la date à laquelle ils sont affichés fera l'objet de discussions avec l'employeur.

S. Barlin précise que si l'employeur n'envoie pas le procès-verbal dans des délais opportuns, nous devrions envisager de l'afficher sur notre site mais il faudrait indiquer qu'il ne s'agit pas d'un document officiel.

B. Kingston ajoute que nous devrions laisser savoir à l'avance à l'employeur cette façon d'agir.

B. Baergen cherche à savoir si la question des cartes d'appel a été examinée de façon plus approfondie.

L. Budge s'est penché sur la question et fait remarquer qu'il est possible d'obtenir de telles cartes, mais du fait que la plupart des membres du Conseil ont déjà leur propre téléphone cellulaire, avec des forfaits incluant un accès au niveau national, cette idée n'est pas allée plus loin. B. Kingston ajoute quant à lui que dans certains cas les cartes d'appel ne couvrent pas tout le pays.

B. Baergen demande si une mise à jour a été faite sur la sensibilisation au harcèlement, ce à quoi H. Willems répond qu'il n'y a rien de nouveau de la part de l'ACIA. B. Kingston fait savoir à M. Broadhead qu'un cours de facilitateur et facilitatrice a été approuvé.

M. Hladun précise que lorsque le cours a été mis au point à Ottawa il a été envoyé aux gestionnaires des RH, accompagné d'une note précisant que le document était complet, et que l'étape suivante portait sur la mise en œuvre de cette formation. Le Québec est allé de l'avant et s'est servi des documents, et le projet s'est bien passé. Personne ne s'en est encore servi.

J. Cloutier fait remarquer qu'un autre cours doit être donné en juin et il se demande si cela aura bien lieu.

B. Kingston lui répond par l'affirmative.

R. Tarasco ajoute qu'à la suite de la formation, quatre membres ont déposé des griefs de harcèlement.

B. Jackson indique que la question de la formation a été soulevée à la réunion de CSP régionale et que l'employeur a répondu que personne n'était disponible pour donner ce cours.

On ajoute par ailleurs que l'employeur défie ouvertement l'ordre écrit sur les comités régionaux de SST. Cette question sera de nouveau à l'ordre du jour de la réunion du CCSP au niveau national. Nous préviendrons l'employeur qu'au cas où il n'y aurait pas de résultats immédiats, nous passerions à l'étape suivante.

B. Kingston cherche à obtenir des précisions, à savoir si B. Jackson a donné le nom des bénévoles pour la formation, ce à quoi ce dernier lui répond qu'il a donné le nom de deux gestionnaires.

B. Jackson cherche des précisions sur la motion concernant une liste de suivis des procès-verbaux du Conseil. Il cherche à savoir si cette liste inclurait les points en suspens du procès-verbal de novembre 2008 ou tout simplement des procès-verbaux suivants.

B. Kingston répond que nous examinerons le procès-verbal de novembre 2008 et que nous inclurons les données dans la prochaine liste des suivis.

B. Jackson demande s'il y a une mise à jour sur les membres à vie de l'Alliance et les assurances.

On fait remarquer que deux dossiers différents sont en suspens, l'un sur les membres à vie et les assurances, et l'autre sur les membres en congé d'invalidité ou de maladie prolongé et leur statut concernant l'adhésion.

B. Kingston précise que l'Alliance demandera aux membres de remettre une note par écrit dès maintenant s'ils veulent conserver leur adhésion en règle lorsqu'ils sont en congé d'invalidité ou de maladie prolongé. Cette politique n'a jamais été mise par écrit mais elle est maintenant incorporée dans les Règlements.

S. Barlin précise que B. Kingston avait déjà transmis la réponse à sa question sur les membres à vie et les assurances.

M. Krebs ajoute que cette nouvelle politique se trouve dans l'entente sur les assurances, puis il demande quand le Conseil et les sections locales seront prévenus.

B. Kingston répond que la politique figurera dans les nouveaux Statuts qui seront disponibles au Congrès de l'Alliance la semaine prochaine, et que nous en prendrons note puis que nous l'afficherons sur notre site Web.

B. Jackson cherche à obtenir quelques renseignements sur le Comité de formation.

H. Willems fait savoir que M. Broadhead a préparé un plan en vue d'une formation de base mais qu'elle attendait toujours les fonds. Une discussion a ensuite lieu pour savoir comment l'employeur détermine quelle formation sera donnée et aussi comment est déterminé l'ordre de priorité de la formation.

B. Baergen précise que le cours d'orientation de Calgary a été donné, mais que cela n'est pas le cas pour la Saskatchewan. Elle demande que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion du CCSP national et cherche aussi à savoir si l'on devrait faire des griefs.

B. Kingston lui répond que cette question sera inscrite à l'ordre du jour mais qu'il s'agit d'une violation de la convention collective et que des griefs devraient être également déposés.

B. Jackson demande que l'on fasse le point sur l'examen PI/EG.

B. Kingston lui répond qu'une réunion a eu lieu avec J. de Aguayo et qu'il a été question de stratégie. Il ajoute qu'une réunion de suivi s'est tenue avec l'ACIA et que nous attendons des nouvelles de l'Agence.

La séance est levée pour une pause à 10 h 30, et reprend à 11 h.

M. Krebs fait remarquer que le Conseil n'a pas reçu les Statuts modifiés.

L. Budge fait savoir que les modifications ont été traduites mais n'ont pas encore été incluses dans le document. Il espère que les Statuts modifiés seront imprimés d'ici à la fin du mois de mai mais qu'il pourrait bien y avoir des retards en raison des travaux de rénovation au bureau. Il ajoute toutefois que le document pourrait être affiché plus tôt sur le site Web.

B. Baergen procède à la lecture du Titre 11, Article 15-3 des Statuts concernant les résolutions en suspens du Congrès devant être publiées et distribuées à toutes les sections locales, et ajoute que cela n'a pas eu lieu.

B. Kingston prendra sans plus tarder des mesures pour rectifier la situation.

M. Krebs procède à la lecture du Règlement 1, Section 3(k), à propos d'un rapport d'étape sur les résolutions adoptées au Congrès, devant être envoyées aux membres du Conseil, et fait remarquer que cela n'a pas eu lieu.

B. Kingston lui répond qu'il va tout faire pour que cela soit inclus demain dans les rapports des comités.

À la question portant sur la réception en retard des Statuts modifiés, D. Sicard fait savoir qu'il va s'assurer que le document soit prêt d'ici à la fin du mois de juin.

7. Finances et communications

Point renvoyé au Comité des finances et des communications – voir rapport ci-joint.

8. Personnel du bureau national

B. Kingston fait savoir que le Conseil compte une autre agente syndicale pour une période déterminée, qui va s'occuper des griefs PI. Linda Koo était auparavant agente syndicale à l'Élément national. Elle va entrer les données dans les dossiers, puis elle sera peut-être amenée à contacter les membres du Conseil sur les points en suspens.

B. Kingston présente également Nancy Milosevic, laquelle est notre nouvelle agente syndicale embauchée pour une période indéterminée, responsable de l'Ontario (moins la RCN), du Manitoba, de la Saskatchewan et de la CCG. Auparavant, elle était analyste de la recherche à la Section de la représentation de l'Alliance.

B. Kingston indique que les travaux de rénovation au bureau national ont commencé, et que l'on nous a laissé entendre que le bureau de réception sera prêt d'ici le 11 mai; il ajoute que nous allons tout faire pour revenir à la normale le plus vite possible. Les appels téléphoniques seront vérifiés au moins quatre à cinq fois par jour. Nous avons des bureaux de remplacement dans l'édifice pour certains membres du personnel, et tout le monde sera disponible par courriel. Il précise qu'un peu plus tard D. Forsythe discutera des frais de ces travaux de rénovation.

D. Forsythe indique qu'au cours de la dernière téléconférence sur cette question, les prévisions s'élevaient à 80 000 \$. Depuis, nous avons pu obtenir les locaux de l'ARAFP, ainsi que le couloir, et que d'autres modifications ont dû être apportées, faisant passer les coûts à 216 000 \$.

Un certain nombre de questions et de préoccupations sont soulevées :

- l'augmentation des coûts aurait-elle dû être soumise à l'approbation ou non du Comité des finances?
- Quelle sera l'augmentation du loyer?
- Quelle sera l'augmentation de la superficie?

D. Forsythe aborde les préoccupations qui ont été soulevées et indique avoir vérifié les estimations, puis confirme que les montants sont raisonnables.

L. Budge confirme aussi que l'augmentation en pieds carrés serait d'environ 20 %.

B. Jackson pose une question sur le personnel du bureau, ainsi que sur l'examen PI et plus particulièrement les griefs du MPO.

B. Kingston répond que ces griefs ont été réglés à la médiation, que tous les membres devraient avoir été avisés et qu'il transmettra la décision à B. Jackson.

B. Jackson fait quelques commentaires sur deux problèmes concernant l'adhésion. Il s'agit, tout d'abord, des frustrations ressenties pour mettre à jour les registres et coordonnées des membres et, deuxièmement des formulaires de cotisation et où se les procurer.

B. Kingston fait remarquer, à propos des adresses, qu'en vertu de la décision rendue par la CRTFP cette obligation incombe à l'employeur, et que le processus est toujours examiné. Quant aux formulaires, ils sont abordés dans la convention collective qui précise que c'est à l'employeur de les remettre.

D. Forsythe poursuit la discussion sur les travaux de rénovation du bureau national, et ajoute que les coûts finaux n'ont été reçus que peu de temps avant Pâques. Il nous a fallu procéder rapidement car la période à notre disposition pour agir ainsi était serrée. D'autres questions et préoccupations sont soulevées :

Quelles auraient été les conséquences si le Conseil avait décidé que le montant n'était pas acceptable?

Quelles options y a-t-il si nous n'acceptons pas le montant?

Des copies des plans devaient être envoyées (selon le procès-verbal précédent).

Avons-nous un contrat signé en bonne et due forme et, si tel est le cas, le Comité des finances ne devrait-il pas y avoir accès?
Si nous annulons le contrat, y aura-t-il des poursuites judiciaires?
D. Forsythe aborde les préoccupations qui ont été soulevées et s'engage à fournir les plans au Comité des finances. L. Budge ajoute que les travaux sont en cours et qu'effectivement un contrat a bien été signé.

La séance est levée à 11 h 45 pour le déjeuner. B. Kingston précise que les délibérations des audiences sur la listériose peuvent être consultées en ligne, puis il donne quelques renseignements sur les caucus du dimanche :

- Caucus du Syndicat de l'Agriculture à 9 h 30 – lieu à confirmer,
- Caucus régionaux à 13 h, et
- Caucus des groupes d'équité à midi.

La séance reprend à 13 h 15.

B. Kingston fait remarquer que les renseignements sur le congé prolongé ont été envoyés au Conseil et à toutes les sections locales en 2008. Il cherche à savoir si le Conseil désire que ces renseignements soient de nouveau envoyés ou bien affichés sur le site Web. Il est décidé qu'ils seront affichés sur le site.

B. Kingston discute ensuite de la situation où bien trop souvent les agentes syndicales doivent s'occuper du libellé des griefs au premier palier. Il indique que le libellé devrait être simple, concis et fondamental, puis il demande que les VRP transmettent ces renseignements à toutes leurs sections locales. Il faut que les griefs démontrent (à la Direction de la négociation collective de l'Alliance) que le libellé du contrat est suffisant ou bien s'il doit être modifié.

9. Le point sur les employeurs

Les VPR et directeurs et directrices ont soumis des rapports par écrit.

B. Kingston précise que l'envoi de mises à jour par écrit constitue un processus d'apprentissage pour les membres du Conseil, c'est pourquoi il y a eu quelques petits problèmes.

École de la fonction publique du Canada – Commission de la fonction publique (ÉFPC-CFP)

M. Krebs précise qu'elle a consacré beaucoup de temps à préparer son rapport et qu'elle trouve plutôt frustrant que d'autres n'en ait pas fait autant.

Une période de questions suit sur le rapport de M. Krebs .

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

On fait remarquer que le point que fera B. Payne abordera cette question dans son rapport.

Une séance de questions a lieu sur le rapport de B. Payne .

F. Murphy ajoute quelques nouveaux renseignements pour le rapport, à savoir que Catherine MacQuarrie est la nouvelle SMA des RH.

La séance est levée à 15 h pour une pause et reprend à 15 h 20.

B. Kingston fait remarquer que le mardi 28 avril (vers 7 h), on cherchera des bénévoles pour la procession en guise de commémoration du Jour de deuil national.

F. Murphy rassemblera les noms de personnes qui désirent y participer.

Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)

P/A/A T. Friday/R. Cormier – Motion visant à charger la société *Nanos* de procéder à un sondage comportant cinq questions, pour savoir qui devrait être responsable de la salubrité des aliments. Coût approximatif : 1 000 \$/question.

Vote consigné #2 – Adopté à l'unanimité

B. Kingston précise que l'objectif est d'influencer le Comité de la Chambre en publiant un sondage révélant que la population canadienne appuie fortement notre position. Il propose que les questions soient envoyées au Conseil à l'avance, mais ajoute que les données seraient strictement confidentielles jusqu'à ce que le sondage soit imprimé.

Une séance de questions a ensuite lieu sur le rapport .

Les présidents des comités annoncent le lieu des réunions du lendemain :
Finances – 9 h, pièce 1009 (SJF dès que tous les autres comités auront fini),
Statuts – 13 h, Vancouver Art Gallery,
Questions générales – 9 h 15, pièce 201, et
Négociation collective – 9 h, Vancouver Art Gallery.

La séance est levée à 16 h 55.

Jeudi 23 avril 2009 – Réunion des Comités permanents

Vendredi 24 avril 2009

Convocation de la réunion à 9 h 15.

B. Kingston fait savoir que nous allons poursuivre « Le point sur les employeurs », en commençant par le MDN (point 9 – suite).

Ministère de la Défense nationale – MDN

D. Moffet procède à la lecture de son rapport puis à celle d'une note de I. Vieira remerciant tout le monde pour le soutien apporté au cours de son mandat de directrice pour le MDN.

On fait ensuite le point sur une récente plainte qui a été abordée, et la signature d'un PE.

Commission canadienne des grains – CCG – T. Friday

T. Friday fait remarquer qu'elle s'est rendue dans les Prairies pour s'entretenir avec les membres et qu'elle a passé au moins une journée à chaque Centre de services pour expliquer ce que fait le Syndicat de l'Agriculture. Elle ajoute que ces visites se sont avérées très bénéfiques, après avoir été informée que les trois centres de services fermentaient leurs portes. Elle a suivi toutes les réunions avec l'employeur une fois cette nouvelle communiquée aux membres. Les fermetures en question ont touché 20 postes. Tous les membres concernés ont eu droit à un déploiement, deux l'ont accepté, deux ont choisi une formation et 16 ont préféré une mesure relevant du RE. On se penche actuellement sur les détails.

T. Friday remercie tout le monde pour le travail effectué dans la lutte contre le projet de loi C-13.

Elle ajoute que tout le monde suit une formation sur la SST au niveau national car toutes les personnes doivent se familiariser avec le processus de CSPN et de CSPL.

Une séance de questions a ensuite lieu sur le rapport.

10. Fonds de justice sociale du Syndicat de l'Agriculture

D. Forsythe fait savoir que le comité s'est réuni pour discuter de trois demandes de fonds, et que toutes ont été approuvées. Elle ajoute que le comité est composé de D. Forsythe, R. Tarasco, S. Barlin, B. Baergen et L. Budge. Tous les détails des projets en question se trouvent sur notre site Web. Le comité a aussi eu une réunion pour approuver la soumission gagnante dans le cadre du concours du logo. La lauréate (sous réserve de confirmation qu'elle est en bonne règle) s'appelle Wendy Hoosima. La soumission fera l'objet de quelques modifications mineures. Le prix est de 250 \$ plus une veste. Le comité s'est réuni hier pour rédiger un formulaire pour les rapports intérimaires et finaux. Tous les renseignements et toutes les photos seront affichés sur notre site Web.

M. Hladun cherche à savoir s'il y a d'autres moyens de recevoir et d'approuver les demandes en cas de situation urgente (inondations, verglas).
D. Forsythe fait savoir qu'elle examinera cette demande.

M. Dyck demande si le montant de la subvention représente l'intégralité de la somme accordée à un projet. D. Forsythe lui répond que tel est le cas, et précise que sur le formulaire actuellement en voie de rédaction il sera demandé d'expliquer comment tous les fonds ont été dépensés.

11. Le point sur les négociations collectives

Point renvoyé au Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité – voir ci-joint.

12. Rapports des Comités permanents

Rapport du Comité de la négociation collective/santé et sécurité

M. Krebs présente le rapport (voir ci-joint).

P/A/A F. Murphy/M. Krebs – Que des versions électroniques du procès-verbal du Comité national d'orientation de la politique soient envoyées au président du Comité de la négociation collective/S&S tous les trimestres (voir le rapport).

Vote consigné #3 - Adopté à l'unanimité

P/A/A F. Murphy/M. Krebs – Que des mises à jour du Comité national d'orientation de la politique en santé et sécurité soient envoyées par écrit et incluses dans les mises à jour sur les employeurs au Conseil (voir le rapport).

Vote consigné #4 - Adopté à l'unanimité

P/A/A M. Hladun/D-L McKenzie – Que le « Rôle du comité » soit modifié au début du rapport : Que soit ajoutée une référence aux résolutions du Congrès du Syndicat de l'Agriculture, et que soit modifiée la référence sur les « Résolutions soumises pour la négociation collective » (le rapport ci-joint est la version modifiée).

Vote consigné #5 - Adopté à l'unanimité

P/A/A Que l'ensemble du rapport du Comité de la négociation collective/santé et sécurité soit adopté – F. Murphy/M. Krebs

Vote consigné #6 – Adopté à l'unanimité.

Rapport du Comité des finances et des communications

R. Cormier présente le rapport (voir ci-joint).

Levée de la séance – reprise des débats à 13 h 30.

H. Willems déclare la séance ouverte à 13 h 30.

B. Kingston et L. Budge cherchent à obtenir des données sur les coûts des travaux de rénovation du bureau qui ont été demandés avant le déjeuner. Le débat sur le rapport sur les finances est suspendu jusqu'à leur retour.

Rapport du Comité permanent sur les Statuts et l'éducation

J. McDonald présente le rapport (voir ci-joint).

B. Kingston demande une courte pause pour que la 1^{ère} VPE Patty Ducharme s'adresse au Conseil.

Une courte pause suit, après quoi la séance reprend à 15 h 50.

Suite du rapport du Comité des Statuts

P/A/A Que l'ensemble du rapport du Comité des Statuts et de l'éducation soit adopté : D. Sicard/J. McDonald.

Vote consigné #7 – Adopté à l'unanimité.

B. Kingston remercie l'ensemble du Comité pour le travail qu'il a effectué jusqu'à présent.

Suite du rapport du Comité des finances

À propos des coûts des travaux de rénovation du bureau, une copie du contrat signé de 216 480 \$ est remise aux membres du Conseil, puis les plans d'architecture des travaux sont projetés.

P/A/A : Que le budget pour les rénovations du bureau soit augmenté à 216 480 \$ conformément au contrat : B. Baergen/R. Cormier.

Vote consigné #8 – Adopté à l'unanimité.

P/A/A Que l'ensemble du rapport du Comité des finances et des communications soit adopté : D. Forsythe/R. Cormier.

Vote consigné #9 – Adopté à l'unanimité.

Rapport du Comité des questions générales

M. Vanson et D-L McKenzie présente le rapport (voir ci-joint).

P/A/A Que l'ensemble du rapport du Comité des questions générales soit adopté : H. Willems/M. Vanson.

Vote consigné #10 – Adopté à l'unanimité.

13. Formation aux médias

Cette formation a été donnée à tous les membres du Conseil le 21 avril, par les bons soins de West Star Communications. Tout le monde l'a trouvée fort utile et efficace.

14. Communications

Point renvoyé au Comité des finances et des communications – voir rapport ci-joint.

15. Congrès de l'Alliance

B. Kingston fait remarquer que le caucus de notre Élément se tiendra le dimanche matin à 9 h, à la Vancouver Art Gallery. Il n'y aura pas de service d'interprétation, c'est pourquoi il demande à tout le monde d'être patient. Il demande à toutes les personnes présentes de laisser savoir aux observateurs quand le caucus se tiendra, et ajoute qu'une note sera déposée à l'accueil de l'hôtel Fairmont. Les caucus régionaux se tiendront le dimanche après-midi. B. Kingston prévient qu'une autre réunion du caucus aura lieu le mercredi à 17 h 30 à la salle 121 du nouveau Centre des conférences. J. Gordon doit y prendre la parole à 17 h 30. Des élections auront lieu le jeudi matin, et le banquet se tiendra le jeudi soir. Il précise le nom des personnes qui se présentent à l'élection :

John Gordon – Président

Patty Ducharme et Yves Bellevance – 1^{er(ère)} vice-président(e) exécutif(ve)

Jérôme Turcq – Suppléant(e) au (à la) 1^{er(ère)} VPE

On fait remarquer que John Baglow se présente également aux élections.

M. Hladun indique qu'un caucus de tous les groupes d'équité se tiendra le dimanche à midi, et qu'il sera réservé aux membres qui sont auto-identifiés.

16. Manuel à l'intention des dirigeants nationaux

Cette question est abordée dans le rapport du Comité des Statuts et des Règlements.

17. Descriptions génériques des emplois

S. Barlin cherche la réponse à la question suivante : Lorsqu'un(e) gestionnaire dit que quelque chose fait partie de la description de travail mais que le membre n'est pas d'accord, que faisons-nous?

B. Kingston lui répond qu'il faut démontrer qu'une personne occupant un autre poste et ayant les mêmes fonctions est rémunérée à un niveau supérieur du fait que sa description de travail est plus détaillée. Il faut démontrer les raisons pour lesquelles cette personne est rémunérée à un niveau supérieur.

18. Stratégie CSP de l'ACIA pour la région de l'Ouest

M. Coe et M. Vanson expliquent les problèmes rencontrés aux CCSP, et cherchent à connaître les stratégies et autres idées utilisées par d'autres membres du Conseil.

Exemples avancés :

- Préparer une liste (points non réglés, qui les a envoyés, quand, recommandation pour en discuter, etc.), ce qui constitue de bons documents de référence et aussi un moyen de demander que des mesures soient prises.
- On fait remarquer qu'il est aussi utile de faire connaître les problèmes communs.
- La section *InfoClé* sur le mandat en matière de CSP est intéressante, du fait qu'elle explique pour quelle raison il est important d'en arriver à une entente sur la façon dont le groupe va se réunir.
- On fait remarquer qu'au Québec les procès-verbaux sont considérés comme un contrat et que les gestionnaires sont tenus responsables.
- Exemple de problèmes transmis à Ottawa et de résultats positifs. Le bureau national veut entendre parler de ce genre de problèmes.
- Le réseautage (plus particulièrement dans la région) constitue un autre moyen de tenir responsables les gestionnaires d'inspection.
- Suggérer de déposer des griefs de harcèlement et s'assurer qu'ils le sont contre l'employeur afin qu'il comprenne bien le message.

B. Jackson soulève le cas d'une section locale où un de nos membres siège dans la partie patronale à un Comité CSP. Il propose de laisser savoir au gestionnaire que cette situation n'est pas acceptable.

D. Forsythe en prend note pour la prochaine réunion du CCSP au niveau national.

B. Jackson prend note lui aussi de la préoccupation suscitée par le fait que des membres du personnel des RH assistent aux réunions de CSP.

B. Kingston indique que lorsque nous avons demandé que le personnel des RH ne soit pas autorisé à prendre la parole aux réunions de CSP, cette demande a été respectée.

19. Date des prochaines réunions du Conseil

31 octobre et 1^{er} novembre 2009 – réunions de l'Exécutif

2-5 novembre 2009 – réunions du Conseil

On fait remarquer que la Conférence nationale de l'Alliance sur la SST aura lieu au cours de la première semaine du mois de novembre.

20. Divers

L. Budge demande si tout le monde a bien reçu un gilet à capuchon avec le logo du Syndicat de l'Agriculture pour le Congrès de l'Alliance.

P/A/A T. Friday/B. Payne : qu'un gilet à capuchon avec le logo du Syndicat de l'Agriculture soit remis à tous (toutes) les observateurs(trices) inscrit(e)s du Syndicat de l'Agriculture.

Vote à mains levées – adopté

(Il est proposé et accepté qu'un gilet à capuchon soit également remis aux VPR G. Miller et G. Halebecki.)

À ce moment-ci de la réunion, B. Kingston remercie les interprètes et le technicien.

P/A/A : que la séance soit levée – vote à mains levées : adopté.

Le Conseil reste en réunion jusqu'à la fin du Congrès de l'Alliance, après quoi la séance est levée.

Procès-verbal soumis par D. Ramsay

Rapport du Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité

Le 23 avril 2009

Membres présent(e)s du Comité : Fabian Murphy (président)
José Evangelho
Raphaël Tarasco
Sam Barlin
Michelle Coe
Meraiah Krebs (secrétaire-archiviste)

Rôle du Comité :

Examiner les résolutions du Congrès du Syndicat de l'Agriculture et en assurer le suivi,
Examiner les revendications qui ont été déposées pour la négociation collective afin d'en assurer l'exactitude et la relativité,

Assurer la représentation de la santé et sécurité au niveau politique,

S'assurer que les comités locaux de la S&S possèdent les outils nécessaires pour assumer efficacement leurs responsabilités, et

Examiner toutes les questions qui sont portées à notre attention et qui ont des répercussions sur nos membres, la santé et la sécurité, la négociation collective et l'environnement.

Négociation collective

La plupart des groupes relevant du Conseil du Trésor ont signé une convention collective, à l'exception de la table des Services techniques (TC).

Les nominations suivantes ont été faites au Comité d'arbitrage :

Président – David Starkman

Représentant nommé par les syndicats – Jim Wolfgang

Représentant nommé par l'employeur – Jock Climie

Les dates de l'arbitrage n'ont pas encore été fixées.

La plupart des membres ont reçu des versements rétroactifs pour les groupes du Conseil du Trésor, à l'exception du groupe Enseignement et bibliothéconomie. La somme forfaitaire de 4 000 \$ n'a toujours pas été envoyée.

La signature de la convention collective avec l'ACIA a été reportée du fait que la présidente de l'Agence et l'Alliance ne se sont pas encore réunies, mais que cela devrait se produire d'ici peu.

Une campagne en faveur de l'équité salariale à l'ACIA sera lancée pour obliger l'Agence d'honorer ses engagements à mettre en application un système de classification non sexiste. Des lettres standards aux député(e)s ainsi que le libellé des griefs seront envoyés aux membres, lesquels seront invités à envoyer les lettres et griefs afin d'exercer des pressions sur l'employeur pour qu'il prenne des mesures concrètes.

En outre, une lettre standard adressée à Carole Swan, présidente de l'ACIA, sera envoyée aux membres, lesquels seront là aussi invités à faire parvenir ces lettres à la présidente de l'Agence pour exercer des pressions sur l'employeur afin qu'il verse une prime de 4 000 \$ équivalente à ce que les membres du groupe PA, qui relèvent du Conseil du Trésor, ont reçu dans le cadre de leur convention collective.

Santé et sécurité

Une discussion a eu lieu sur la responsabilité de la formation locale et sur le genre de cours de formation nécessaire que doivent suivre les membres locaux de la S&S. Il est entendu que les comités d'orientation de la politique sont chargés de s'assurer que les employeurs assurent la formation nécessaire aux comités locaux, et qu'ils en ont besoin pour exercer leurs fonctions. Par ailleurs, l'Alliance assurera la formation aux membres des régions. Nous nous inquiétons principalement des personnes qui sont toutes nouvelles dans cette capacité et qui ne savent pas où trouver l'information; cette question devrait figurer dans un article du prochain bulletin sur la santé et la sécurité.

Une courte discussion a aussi eu lieu sur la réception des procès-verbaux des réunions du Comité d'orientation afin de les afficher sur le site du Syndicat de l'Agriculture, et sur une mise à jour générale sur les employeurs, à la suite de quoi les motions suivantes ont été avancées :

Motion

Que les coprésidents respectifs des Comités d'orientation de la politique fournissent tous les trimestres au président du Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité, une version électronique des procès-verbaux des réunions du Comité national d'orientation de la politique à des fins d'examen et d'affichage sur le site du Syndicat de l'Agriculture, une fois signée.

P. Meraiah Krebs
A. Michele Coe
Adopté

Motion

Que toutes les mises à jour du Comité national d'orientation de la politique en santé et sécurité soient remises par écrit et incluent les mises à jour sur les employeurs au Conseil, et que ces renseignements soient distribués par le coprésident des employé(e)s ou la personne ainsi désignée.

P – Sam Barlin
A – Michele Coe
Adopté à l'unanimité

Bulletin sur la santé et sécurité

Les articles des trois prochains numéros porteront sur les thèmes suivants :

Entrée dans des espaces réduits

Procédures de verrouillage

Analyse des risques professionnels

Prévention de la violence

Harcèlement

Besoins de formation pour les comités locaux de la S&S

Rapport du Comité de la négociation collective et de la
santé et sécurité

Une discussion a ensuite eu lieu sur la langue parlée dans les laboratoires de recherche, du fait que cela cause des problèmes de sécurité. Ce point a en fait déjà été abordé au niveau politique, et nous pensons qu'il devrait toujours l'être car il s'agit d'une des responsabilités du Comité d'orientation de la politique, et par ailleurs elle pourrait être difficile à traiter dans un bulletin.

Le Comité a examiné les résolutions provenant du Congrès de l'Alliance, avec les recommandations suivantes :

- C 1 – Indemnités pour accident du travail – GEN091 – Acceptation – p. 34
- C 2 – Interdiction canadienne de l'amiante – GEN088 – Acceptation – p. 32
- C 3 – Centres de santé et de sécurité professionnelles – GEN090 – Acceptation – p. 33
- C 5 – Vote de ratification électronique - NEG013 – Non-acceptation – p. 43
- C 6 – Norme de classification – NEG066 – Acceptation – p. 28

Acceptation et renvoi au CNM – CNA

C 8 – Indemnité de fauteuil roulant – NEG122 – p. 83

C 9 – Massothérapie – NEG112 - p. 80

Rapport du Comité de la négociation collective et de la santé et sécurité

Suivi	Responsable	Échéance	Exécuté/ Non exécuté/ Explication s'il y a lieu
Donner au président du Comité de la NC & de la SST une version électronique du procès-verbal pour examen et affichage sur le site du SA, une fois approuvé.	Co-présidents des comités d'orientation	Tous les trois mois	
Remettre une mise à jour par écrit pour l'inclure dans les mises à jour au Conseil sur les employeurs.	Co-présidents ou leur délégué(e) respectif(ve)	2 x an	
Formation obligatoire en SST aux comités locaux pour le prochain bulletin de juillet.	Sam Barlin	15 juin	
Article sur l'ADT pour le prochain bulletin de juillet.	Fabian Murphy	15 juin	
Coordination par Michèle de l'information sur la formation et les conférences de l'AFPC.	Michele Coe	15 juin	
Article sur le harcèlement pour le bulletin de novembre	Meraiah Krebs	15 octobre	
Article sur l'accès à des espaces clos pour le bulletin de janvier	Raphaël Tarasco	15 octobre	
Article sur les procédures de verrouillage pour le bulletin de janvier	José Evangelho	15 décembre	
Thèmes pour de prochains articles	Conseil & Exécutif national	En cours	
Travailleurs(euses) migrant(e)s étrangers(ères) – Prise de position <i>publique</i> du SA pour l'octroi aux travailleurs(euses) migrant(e)s étrangers(ères) des mêmes droits et protections que ceux que reçoivent les travailleurs (euses) canadiens(iennes) – à afficher sur le site Web.	Exécutif national	15 juin	
Élaboration et affichage des <i>Protocoles sur la responsabilité environnementale</i>	Exécutif national	15 juin	

**Rapport du Comité des Statuts et règlements au Conseil national
23 avril 2009**

Composition du Comité :

Denis Sicard – Président
Jane McDonald – VPR Est de l'Atlantique
John Langs – VPR Centre de l'Ontario
Milton Dyck – VPR Sud de la Saskatchewan
Jean Cloutier – VPR Est du Québec
Danielle Moffet – Directrice, Défense nationale

Ordre du jour :

1. Suivi du Congrès
2. Titre 9, Article 4, Partie 9 des Statuts – Rapport du Sous-comité : Livret/manuel pour les directeurs nationaux/directrices nationales et VPR
3. Ébauche de livret.
4. Éducation pour les membres du Conseil.
5. Renvoi : Titre 9, Article 5 des Statuts, Examens 5 et 6 de l'Article 4. (Voir l'ébauche du livret au point 3 ci-dessus.)
6. Examen détaillé des Statuts pour s'assurer que les versions française et anglaise contiennent bien les mêmes renseignements.

Une discussion a lieu sur la signification du Règlement #1, Partie 3k. Un certain nombre de membres du Comité désirent avoir l'interprétation du président :

1. **Résolutions du Congrès : Résolution A-13 (augmentation à 9 000 \$ de l'allocation du Colloque régional pour le Manitoba, le Nord-Ouest de l'Ontario et le Nunavut), Résolution A8 (Aide supplémentaire aux sections locales de moins de 100 membres), Résolution A-2 (Changement de nom du Comité de la promotion de l'égalité en Comité des droits de la personne).** Les modifications à ces résolutions doivent être incluses dans les Statuts, ce qui n'a pas été fait pour des questions de traduction. Ces changements seront apportés d'ici à la fin du mois de juin. On propose de surligner le document « rtf » pour apporter les modifications à la version française et à la version anglaise de « Promotion de l'égalité » à « Droits de la personne ».
2. Réponse au point 5 du rapport précédent du Comité de novembre : Voir le nouveau livret.
3. Livret pour les directeurs nationaux et directrices nationales et VPR : le Sous-comité s'est réuni les 18 et 19 avril pour préparer le livret en question, lequel a été présenté au Comité des Statuts.
 - a. Point 4, partie 2 : Une discussion a lieu sur la liste des contacts de chaque région, et comment il faudrait l'aborder. On propose un modèle, comment et quand elle devrait être remplie; on ajoute que cela devrait peut-être faire partie du rapport des VPR au Congrès. C'est aux VPR qu'incombe la responsabilité de faire préparer certains documents au cas où leurs suppléant(e)s devraient prendre la relève.

- b. Point E page 6 : Regrouper les points 3 et 4, soit : Élection des délégué(e)s des comités au colloque précédent le Congrès national. L'ébauche sera remise au Conseil à des fins d'examen, après quoi le sous-comité inclura les changements.
4. La formation proposée pour la prochaine réunion du Conseil portera sur la conciliation travail/vie familiale, comme cela a déjà été approuvé à l'issue d'un vote à la dernière réunion du Conseil national de novembre 2008. Cette formation se tiendra en novembre, son coût ayant été fixé l'automne dernier à 18 200 \$.
5. Renvoi – Titre 9, Article 5 des Statuts : Examen des points 5 et 6 de l'Article 4 (Voir l'ébauche du livret au point 3 ci-dessus).
6. Jean Cloutier a examiné les Statuts, après quoi les modifications suivantes seront apportées aux versions française et anglaise pour qu'elles soient identiques :
- a. Version française :**
- i. Titre 2, Article 2 : 2^e ligne, espace entre « protection » et « des ».
 - ii. Titre 6, Article 1 : à propos des directeurs et directrices, deux dernières phrases : traduire ce qui est exactement dans la version anglaise.
 - iii. Titre 11, Article 3 : Numéro 3 – après « appartenant », ajouter au groupe de la convention collective et du groupe des résolutions générales. Retirer « à chacun des groupes de résolutions ».
 - iv. Règlement 1A : #3i – 2^e ligne ajouter un « c » à 'onformes'.
 - v. Règlement 1A : numéros 3 et 4 – Tenir compte de la version anglaise.
 - vi. Règlement 2, point 2 : après « Le comité » ajouter « doit ».
 1. 2a. ajouter un « r » à « vérifie ».
 2. 2b ajouter un « r » à « s'assure ».
 3. 2c ajouter un « r » à « communique ».
 - vii. Règlement 2 : numéro 5 – après « régional-e » ajouter ou Directeur-trice National-e. 2^e ligne, après « Vice-président-e » ajouter « ou Directeur-trice National-e » avant « suppléant-e ».
 - viii. 2^e phrase « Si pour une raison quelconque » garder le ou la, retirer « Vice-président-e ».
 - ix. Règlement 3 : Frais généraux et #2 : après « L'Exécutif national », mettre *et/ou* au lieu de parenthèses.
- b. Version anglaise :**
- i. **Titre 8, Article 1** : Après « Public Service » ajouter Alliance.
 - ii. Titre 6, Article 1 : Après « Public Service Commission » remplacer « Canadian » par « Canada ».
 - iii. Partout, remplacer « EO Committee » par « Human Rights Committee ».
 - iv. Règlement 2 : Au lieu de « Elections », mettre « Election of Officers ».

- v. Règlement 3 – Indemnité de subsistance #1a : La partie traitant de « day » doit figurer sous la forme d'un autre point. Par conséquent, « day » deviendrait 1B et « portion of a day » deviendra 1c.
- c. **Français et anglais :**
 - i. **Règlement 4, numéro 3b :** après Regional Vice-president ajouter « except for Manitoba, Northwestern Ontario, Nunavut an amount of \$9000 »...
 - ii. **Règlement 4, 3d :** après « small » ajouter (<100); dans la version française, faire la même chose après « petites ».
- d. **Titre 12, Article 5 des Statuts : Interprétation par le(la) président(e) :**
Il faudrait lire « calendar year » ou January 1st to December 31st.

Motion proposée par Denis Sicard, avec l'appui de Jane McDonald.

Rapport du Comité des finances et des communications

Le 23 avril 2009

Composition du Comité :

Debbie Forsythe - présidente
Bob Jackson
Barry Payne
Brenda Baergen
Rick Cormier – secrétaire

Larry Budge
Sylvie Rochon

Communications

Debbie et Sylvie ont rencontré Alan Pryde à plusieurs reprises pour discuter des modifications à apporter au site Web conformément au rapport du groupe de discussion. Après la présente réunion du Conseil, nous communiquerons avec Alan pour commencer à faire les changements sur le nouveau site Web, sans plus tarder. Si la participation des membres du Comité est nécessaire, nous les contacterons par courriel ou téléconférence.

Sylvie vérifiera si la trousse d'orientation des nouveaux membres figure sur le site, dans le cas contraire elle y sera ajoutée. Elle s'entretiendra également avec Alan pour voir s'il est possible d'améliorer la caractéristique de recherche sur le site pour rendre plus facile la recherche d'articles.

La trousse *InfoClé* fait directement l'objet d'une révision, laquelle devrait être terminée début juin, après quoi elle sera distribuée à toutes les sections locales en septembre. Le Comité a discuté de la possibilité de mettre cette trousse sur une clé USB. Nous chercherons à savoir si cela est possible. La trousse *InfoClé* devrait être promue auprès de tous les membres du Conseil comme un outil important pour les membres des Exécutifs des sections locales à utiliser lors des réunions avec la direction. Les Statuts et Règlements du Syndicat de l'Agriculture seront dans cette trousse qui restera accessible sur le site Web. Une section sera ajoutée pour faire référence à d'autres documents de ressources disponibles auprès de l'Alliance.

Le Comité a recommandé l'envoi d'une lettre par le bureau national à toutes les sections locales afin de leur expliquer les voies de communications de sorte que les agentes syndicales à Ottawa ne soient pas bombardées d'appels téléphoniques de membres. Les membres des Exécutifs locaux devraient par ailleurs contacter les VPR ou directeurs/directrices qui, à leur tour, s'entretiendront avec les agentes syndicales. La plupart des appels à ces dernières concernent le libellé des griefs. Le Comité a reconnu qu'il faudrait ajouter quelque chose à la trousse *InfoClé* pour que le libellé des griefs soit court et direct. Un article sera affiché sur le site puis ajouté à *InfoClé* en la matière. Par ailleurs, une icône sera ajoutée sur la page d'accueil pour diriger les membres vers cette information.

Finances

Nombre total de membres au mois de janvier 2009 : 9 244.

Nouveaux tarifs des repas :

Petit-déjeuner	14,05 \$
Déjeuner	13,50 \$
Dîner	38,40 \$
Faux-frais	17,30 \$
Total	83,25 \$

Le Comité s'est inquiété du fait que le montant des faux-frais n'a pas été augmenté depuis quelque temps. Les taux sont révisés tous les six mois, soit en avril et en octobre. L'Alliance a un représentant à ce Comité.

Rapport des vérificateurs

Le Comité a examiné le rapport des vérificateurs au mois de décembre 2008. Le Syndicat de l'Agriculture a accumulé une perte de 246 207 \$. Les principales augmentations des dépenses en 2007 ont été relevées dans les postes budgétaires Salaires et avantages sociaux, Dirigeant(e)s d'Exécutif, Vice-président(e)s exécutif(ve)s régionaux(ales) et directeurs et directrices, Bureau, Services de traduction, etc. Le Comité a eu une discussion ouverte sur le rapport en général et les raisons des augmentations des dépenses. Avec le rapport qui sera envoyé aux sections locales, une lettre sera incluse pour expliquer ces augmentations.

Cotisants Rand

Au mois de janvier 2009, nous avons 1 133 cotisants Rand. Les sections locales devraient tout faire pour que les nouveaux membres adhèrent au syndicat. À titre de rappel, veuillez vérifier que toutes les nouvelles cartes d'adhésion sont bien envoyées à Christine qui mettra à jour nos listes puis les transmettra à l'Alliance.

Résolutions du Congrès du Syndicat de l'Agriculture

Il n'y a aucune résolution en suspens du Comité des finances venant du Congrès.

La Résolution D-15 a été renvoyée par le Comité des questions générales à la réunion du Conseil de novembre 2008 :

IL EST DÉCIDÉ QUE les sections locales, à leur demande, puissent recevoir ces rapports par les voies électroniques à une adresse électronique qui ne relève pas de l'employeur, plutôt que par la poste.

Les rapports sur les membres peuvent dorénavant s'obtenir par les voies électroniques auprès de l'Alliance. Si les sections locales désirent les recevoir dans ce format, elles sont priées de l'indiquer à Christine Gauthier et de lui indiquer à quelle adresse les envoyer. Le bureau national fera parvenir une lettre à toutes les sections locales pour leur communiquer cette option.

Travaux de rénovation du bureau

Les premières estimations s'élevaient à 80 000 \$, lequel montant a été approuvé par le Conseil en décembre 2008 lors d'une téléconférence. Toutefois, les dernières estimations reçues début avril, soit juste avant le début des travaux, indiquaient la somme de 216 000 \$. Ces travaux donneront au Syndicat de l'Agriculture environ 20 % d'espace en plus. On cherche à savoir comment les estimations ont pu passer de 80 000 \$ à 216 000 \$, ce à quoi Debbie répond qu'au début on cherchait à avoir un bureau de plus dans l'espace existant, mais que nous nous sommes aperçus que le bureau actuellement occupé par l'ARAFD était libre, c'est ainsi qu'il a été décidé d'essayer d'obtenir ces locaux. La période durant laquelle les travaux pouvaient être entrepris étant très courte, la décision d'aller de l'avant a donc dû être prise rapidement. À bien y réfléchir, l'Exécutif se rend compte qu'il aurait dû en discuter avec le Conseil et reconnaît que ce processus n'a pas été suivi. L'Exécutif admet avoir fait une grave erreur et en accepte l'entière responsabilité.

Le Comité a ensuite discuté des travaux de rénovation du bureau national. Debbie a communiqué l'échéancier des travaux causés par les modifications, ainsi que les dépenses supplémentaires; on en déduit que dès le mois de février 2009, l'Exécutif avait la possibilité de consulter le Conseil national avant de prendre une telle décision. Le Comité a ensuite examiné la possibilité d'annuler le contrat mais a jugé qu'à ce moment-ci cela ne serait pas responsable sur le plan financier.

Le Comité recommande au Conseil d'être tenu au courant de l'échéancier des événements ayant mené à la signature du contrat.

Motion d'adoption du rapport dans son intégralité :

P : Forsythe

A : Cormier

Rapport du Comité des questions générales Le 23 avril 2009

Participant(e)s : Howard Willems (président), Terri Friday, Marianne Hladun, Darrel-Lee Mackenzie, Mike Vanson.

- 1) Rapport sur les résolutions du Congrès 2008 – voir ci-joint.
- 2) Examen de la section sur la CSP du classeur *InfoClé*, et renvoi des points suivants au Comité des finances et des communications pour les inclure dans ce classeur :
 - a) Points permanents de l'ordre du jour CSP et liste de vérification CSP envoyée en novembre 2007.
 - b) Signature en mars 2009 du document sur le cadre de consultation syndicale-patronale AAC.
- 3) Rapport sur les droits de la personne (DP) :
 - a) Le procès-verbal de la réunion de novembre 2008 devrait être sur le site Web d'ici à la mi-mai.
 - b) L'élection des représentant(e)s des RH a eu lieu dans toutes les régions sauf dans les provinces de l'Atlantique (ce qui devrait se faire le 1^{er} juin), avec de nouveaux représentant(e)s en C.-B. et en Ontario.
 - c) Les membres du Comité ont fait des présentations à tous les colloques régionaux à ce jour, certaines incluant des conférenciers et conférencières.
 - d) Prochaine réunion à l'automne 2009; le Comité commencera la planification de la Conférence de 2008 sur les droits de la personne.
 - e) Rappel : les motions suivantes ont été adoptées à la réunion d'avril 2008 du Conseil national :

Que le Conseil national approuve la création d'un comité chargé d'examiner la structure et le fonctionnement du Comité de la promotion de l'égalité du Syndicat de l'Agriculture et que ledit comité soit chargé de soumettre des recommandations au Conseil national sur les modifications éventuelles à apporter à la structure, au mandat et aux responsabilités du comité, afin de s'assurer que les membres du Syndicat de l'Agriculture sont servis du mieux possible dans les domaines des droits de la personne, de la promotion de l'égalité et de l'équité en emploi.

Que les membres de ce comité soient nommés par l'Exécutif national et que ledit comité soit structurés qu'il soit présidé par un(e) membre du Conseil national, et comprenne au moins une personne de l'extérieur du Syndicat de l'Agriculture.

Que le comité reçoive la somme maximale de 20 000 \$ pour faire ce travail.

En sus de ces motions, le point 6 c) du rapport du Comité des questions générales de novembre 2008 reste en suspens. Les points suivants seront de nouveau transmis à l'Exécutif national pour que des mesures soient prises sans plus tarder :

- i) Qui siègera à ce comité et quand ce comité se réunira-t-il? **Il est recommandé que ce comité soit composé de Howard Willems et de Marianne Hladun, d'une personne du Conseil et d'un(e) membre de l'extérieur, et qu'il se réunisse avant la prochaine réunion du Conseil national.**
 - ii) **Il est recommandé que les nominations au comité soient confirmées d'ici le 31 mai 2009.** Les personnes suivantes sont recommandées à titre de membres de l'extérieur du comité : Joanne Ursino, Susan Giampetri, Theresa Johnson.
 - iii) Suggestion concernant le mandat du comité : à partir de ce que nous avons, que pouvons-nous faire pour améliorer les services à tous les membres du Syndicat de l'Agriculture?
- 4) Examen des suivis pour augmenter l'engagement des membres :
 - a) Promotion du FJS : les premiers résultats sont prometteurs; nécessité de continuer de promouvoir les activités du FJS.
 - b) Participation des membres du SA aux programmes d'orientation des employeurs : amélioration nécessaire; il est proposé d'inclure cette question comme point permanent de l'ordre du jour de la CSP.
 - c) Inclusion d'expériences de sections locales sur le site du SA : premiers résultats prometteurs. On est prié de rappeler aux VPR d'encourager les sections locales à faire parvenir des articles. **Il est recommandé qu'un bouton/lien soit ajouté au site Web pour que les membres puissent lire tous les récits à un seul endroit, afin d'augmenter la visibilité de cette section.**
 - d) Envoi aux membres pour les inciter à se rendre sur le site Web à partir d'un lien invisible : cela n'est pas possible actuellement, mais constitue une option pour l'avenir.
 - e) Profil de différentes sections locales : semblable au point 3 ci-dessus.
 - f) Figurine à tête branlante : coût trop élevé en raison de la taille de la tête de Bob!
 - g) **Recommandation d'un nouveau point : profil mensuel d'une région ou d'un champ de compétence. Les VPR et directeurs et directrices devraient être chargé(e)s de préparer un petit article sur les sections locales, événements ou membres de leur champ de compétence, à compter de septembre 2009. Il est aussi recommandé d'ajouter un bouton/lien sur le site Web à partir duquel les membres pourront voir les articles à un seul et même endroit, afin d'augmenter la visibilité de cette section.**
- 5) Après avoir examiné les objectifs à long terme et le programme du Comité des questions générales, ce dernier a décidé de préparer un feuillet *InfoClé*, conjointement avec le Comité des finances et des communications, pour expliquer la marche à suivre pour faire parvenir des demandes d'améliorations aux directives du CNM, au régime de soins de santé et au régime d'assurance dentaire. Délai : À terminer pour la réunion du Conseil de novembre.

Parallèlement, le Comité des questions générales va se pencher sur la préparation de feuillets *InfoClé*, en collaboration avec le Comité des finances et des communications, sur les thèmes suivants : « Avantages des personnels saisonniers/à temps partiel », « Les pensions et vos avantages ouvrant droit à pension », et « L'A-I et les indemnités imposables », dans cet ordre.

6) Condition physique au travail et examens médicaux indépendants : Le point sur la question

Préparation d'un feuillet pour le classeur *InfoClé*, conjointement avec le Comité des finances et des communications, à des fins d'affichage sur le site Web, et d'envoi aux sections locales. Ce feuillet inclura une demande aux sections pour qu'elles fassent parvenir les cas réglés ou en suspens au Conseil national, par l'intermédiaire de leur VPR. À terminer d'ici la fin du mois de mai 2009.

Adoption du rapport : Motion proposée par Howard Willems, avec l'appui de Darrel-Lee Mackenzie.

Recorded Votes/Votes Consignés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1 Baergen	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
2 Barlin	1	1	1	1	1	1	1	3	1	4
3 Cloutier	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
4 Coe	1	1	1	1	1	1	1	3	4	1
5 Cormier	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
6 Dyck	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
7 Evangelho	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
8 Forsythe	1	1	1	1	1	1	4	1	1	1
9 Friday	1	1	1	1	1	1	1	3	4	1
10 Hladun	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
11 Jackson	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
12 Krebs	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
13 Langs	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
14 McDonald	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
15 McKenzie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
16 Moffet	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
17 Murphy	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
18 Payne	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
19 Sicard	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
20 Tarasco	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
21 Vanson	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1
22 Willems	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kingston	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

1=yes/pour 2=no/non 3=abstain/abstention 4=absent